

8

**Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la
Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone –
SCP 318.01**

Convention collective de travail du 27 mai 2013 relative au crédit-temps

Neerlegging-Dépôt: 18/06/2013
Regist.-Enregistr.: 26/06/2013
N°: 115708/CO/318.01

Préambule.

La convention collective n° 103 signée au Conseil National du Travail le 27 juin 2012 relative au crédit-temps prévoit un droit au crédit-temps à raison d'un certain temps et selon certaines modalités :

1. Le droit au crédit-temps durant une période d'un an équivalent temps plein sans motif à prendre sous forme d'interruption à temps plein, à mi-temps ou d'1/5 temps,
2. Le droit à un crédit-temps avec motif pour un maximum de 36 mois :
 - pour s'occuper de son enfant de moins de 8 ans,
 - pour fournir une assistance médicale ou des soins à un membre de la famille ou du ménage gravement malade,
 - pour dispenser des soins palliatifs,
 - pour suivre une formation reconnue.

Ce droit peut être obtenu sous forme d'une réduction d'1/5 temps.

La convention 103 prévoit la possibilité au niveau de la commission paritaire ou de l'entreprise que ce droit puisse être également obtenu sous forme de réduction à mi-temps ou d'interruption complète.

3. Le droit à un crédit-temps avec motif pour une durée de 48 mois :
 - pour s'occuper de son enfant handicapé de moins de 21 ans,
 - pour fournir une assistance médicale ou des soins à son enfant mineur ou à un enfant mineur membre de son ménage gravement malade.

Ce droit peut être obtenu à temps plein, à mi-temps ou à raison d'une réduction d'1/5 temps.

4. Pour les personnes de 50 ans et +, la CCT 103 prévoit la possibilité de réduire son temps de travail à raison d'1/5 temps dans les hypothèses suivantes : antérieurement, ils ont effectué un métier lourd, comme défini dans ladite convention collective de travail n° 103, pendant au moins cinq ans durant les 10 années précédentes ou pendant au moins sept ans durant les 15 années précédentes

La convention prévoit que les secteurs au niveau de la Commission paritaire ou de l'entreprise peuvent également prévoir le droit à la réduction de 1/5 temps pour toute personne âgée de 50 ans au moins comptant 28 ans de carrière.

Les membres de la Sous-commission paritaire 318.01 décident de faire usage des possibilités ouvertes par la convention collective de travail n° 103 et d'étendre les divers droits à due concurrence.

En son article 16, la CCT 103 fixe un seuil pour le droit au crédit-temps à 5 % du nombre des travailleurs. Cette CCT prévoit que ce seuil puisse être augmenté au niveau des secteurs comme des

entreprises. Les membres de la Sous-commission paritaire 318.01 décident de faire usage de ce droit en augmentant, sous certaines conditions, ce seuil à 10%.

En ce sens, les partenaires sociaux de la Sous-commission paritaire 318.01 décident de conclure la convention telle que reprise ci-dessous.

Article 1^{er}.

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Sous-commission paritaire 318.01 pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, quel que soit le nombre de travailleurs.

Par "travailleurs" on entend : le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Article 2.

Les parties signataires se réfèrent à la CCT n°103 conclue au sein du CNT le 27 juin 2012, à l'avis n° 1800, pour tous les crédits-temps octroyés à partir du 1^{er} septembre 2012.

Article 3.

En application de l'article 4, § 1, 3° de la convention collective de travail n° 103, les parties conviennent que le crédit-temps avec motif visé à l'article 4, § 1 de ladite CCT (pour s'occuper de son enfant de moins de 8 ans, pour fournir une assistance médicale ou des soins à un membre de la famille ou du ménage gravement malade, pour dispenser des soins palliatifs et pour suivre une formation reconnue) peut être pris pour une période maximale de 36 mois sous forme d'interruption complète, de diminution à mi-temps ou de réduction à 1/5^{ème} temps.

Le crédit-temps avec motif visé à l'article 4, § 2 de la CCT n° 103 (pour s'occuper de son enfant handicapé de moins de 21 ans et pour fournir une assistance médicale ou des soins à son enfant mineur ou à un enfant mineur membre de son ménage gravement malade) peut être pris pour une période maximale de 48 mois sous forme d'interruption complète, de diminution à mi-temps ou de réduction à 1/5^{ème} temps.

Les périodes mentionnées aux alinéas précédents ne peuvent pas s'élever à plus de 48 mois au total.

Article 4.

En application de l'article 8 § 3 de la CCT n° 103, les parties conviennent en outre que tout travailleur de 50 ans et plus, comptant 28 années de carrière selon les modalités prévues par la convention et répondant aux autres conditions prévues peut bénéficier d'une réduction de carrière de 1/5^{ème} temps.

Article 5.

En application de l'article 16 § 8 de la CCT n° 103 le seuil du nombre total des travailleurs dans l'entreprise bénéficiant en même temps du droit découlant de cette convention collective de travail est porté de 5 p.c. à 10 p.c. du nombre total des travailleurs occupés dans l'institution à temps plein ou à temps partiel à la date du 30 juin de l'année qui précède la demande en tenant compte des nécessités du service.

Au-delà du seuil de 5 p.c. fixé à l'article 16 de la CCT n°103, l'accord de l'employeur est toutefois requis en fonction de critères négociés objectifs, avec la délégation syndicale, le CE ou le CPPT là où ils existent.

Article 6.

La convention n° 103 de référence précitée est d'application pour tout ce qui n'est pas réglé par la présente convention pour les travailleurs bénéficiant d'un crédit-temps sur base de cette convention.

Article 7.

La présente convention de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit sa signature.

Elle abroge et remplace la convention collective de travail du 21 octobre 2002 relative au crédit-temps, à la diminution de carrière et à la réduction des prestations à mi-temps dans le cadre de la convention collective de travail n°77 bis signée au sein du Conseil national du travail le 19 décembre 2001 telle que modifiée par la convention collective de travail n°77ter signée au sein du Conseil national du travail le 10 juillet 2002, enregistrée sous le n° 68729 (Moniteur belge, 21 février 2005).

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

✓

**Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse
Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap
PSC 318.01**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 2013 betreffende het tijdskrediet

Voorwoord.

De collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 betreffende het tijdskrediet die op 27 juni 2012 bij de Nationale Arbeidsraad werd ondertekend, voorziet in een recht op tijdskrediet voor een bepaalde tijd en in functie van bepaalde voorwaarden :

1. Het recht op tijdskrediet gedurende een jaar voltijds equivalent zonder reden, te nemen in de vorm van een voltijdse of halftijdse onderbreking of een onderbreking van 1/5 van de arbeidstijd.
2. Het recht op een tijdskrediet met reden voor maximum 36 maanden :
 - Om zich te ontfemen over zijn/haar kind dat jonger is dan 8 jaar,
 - Om medische hulp of zorgen te verlenen aan een familie- of gezinslid dat ernstig ziek is,
 - Om palliatieve zorgen te verlenen,
 - Om een erkende opleiding te volgen.

Dit recht kan worden verkregen in de vorm van een vermindering van 1/5 van de arbeidstijd.

De overeenkomst nr. 103 voorziet binnen het paritair comité of de onderneming in de mogelijkheid dat dit recht ook kan worden verkregen in de vorm van een halftijdse vermindering of een volledige onderbreking.

3. Het recht op een tijdskrediet met reden voor een duur van 48 maanden :
 - Om zich te ontfemen over zijn/haar kind met een handicap dat jonger is dan 21 jaar,
 - Om medische hulp of zorgen te verlenen aan zijn/haar minderjarig kind of een minderjarig kind van het gezin dat ernstig ziek is.

Dit recht kan voltijds of halftijds worden verkregen op basis van een vermindering van de arbeidstijd met 1/5/

4. Voor de personen van 50 jaar en ouder voorziet de CAO 103 in de mogelijkheid om de arbeidstijd te beperken met 1/5 in de volgende veronderstelling : ze hebben voordien een zwaar beroep uitgeoefend zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst nr 103, dit gedurende ten minste vijf jaar in de voorgaande periode van 10 jaar of gedurende ten minste zeven jaar in de voorgaande periode van 15 jaar.

De overeenkomst bepaalt dat de sectoren binnen het Paritair Comité of de onderneming ook kunnen voorzien in het recht op een vermindering met 1/5 voor elk persoon die 50 jaar oud is en een loopbaan van ten minste 28 jaar achter de rug heeft.

De leden van het Paritair Subcomité 318.01 beslissen gebruik te maken van de mogelijkheden die worden geboden door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 en de verscheidene rechten verhoudingsgewijs uit te breiden.

In artikel 16 bepaalt CAO 103 een drempel voor het recht op tijdskrediet voor 5% van het aantal werknemers. Deze CAO bepaalt dat deze drempel kan worden verhoogd binnen de sectoren en de ondernemingen. De leden van het Paritair Subcomité 318.01 beslissen gebruik te maken van dit recht door deze drempel aan bepaalde voorwaarden te verhogen tot 10%.

In deze zin beslissen de sociale partners van het Paritair Subcomité 318.01 de volgende overeenkomst te sluiten.

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de diensten die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité 318.01 voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, ongeacht het aantal werknemers.

Onder « werknemers » verstaat men : de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden.

Artikel 2.

De ondertekenende partijen verwijzen naar de CAO nr.103 die werd gesloten binnen de NAR op 27 juni 2012, naar het advies nr.1800 voor alle tijdskredieten die werden toegekend vanaf 1 september 2012.

Artikel 3.

Met toepassing van artikel 4, § 1, 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr.103 komen de partijen overeen dat het tijdskrediet met reden bedoeld in artikel 4, § 1 van deze CAO (om zich te ontfemen over zijn/haar kind dat jonger is dan 8 jaar, om medische hulp of zorgen te verlenen aan een familie- of gezinslid dat ernstig ziek is, om palliatieve zorgen te verlenen, om een erkende opleiding te volgen) kan worden genomen voor een maximale periode van 36 maanden in de vorm van een volledige onderbreking, een halftijdse onderbreking of een vermindering met 1/5.

Het tijdskrediet met reden bedoeld in artikel 4, § 2 van de CAO nr 103 (om zich te ontfemen over zijn/haar kind met een handicap dat jonger is dan 21 jaar en om medische hulp of zorgen te verlenen aan zijn/haar minderjarig kind of een minderjarig kind van het gezin dat ernstig ziek is) kan worden genomen voor een maximale periode van 48 maanden in de vorm van een volledige onderbreking, een halftijdse onderbreking of een vermindering met 1/5 van de arbeidstijd.

De periodes die hierboven worden vermeld, mogen in totaal niet meer bedragen dan 48 maanden.

Artikel 4.

Met toepassing van artikel 8 § 3 van de CAO nr.103 komen de partijen bovendien overeen dat elke werknemer van 50 jaar of ouder met een loopbaan van 28 jaar volgens de voorwaarden die zijn bepaald in de overeenkomst en die voldoet aan de andere voorwaarden die zijn bepaald, een vermindering van de loopbaan met 1/5 van de arbeidstijd kan genieten.

Artikel 5.

Met toepassing van artikel 16 § 8 van de CAO nr 103 wordt de drempel van het totale aantal werknemers in de onderneming die tegelijk het recht genieten dat voortvloeit uit deze collectieve arbeidsovereenkomst, verhoogd van 5% naar 10% van het totale aantal werknemers dat voltijds of deeltijds actief is in de organisatie op 30 juni van het jaar dat voorafgaat aan de aanvraag, rekening houdend met de noden van de dienst.

Boven deze drempel van 5% die wordt bepaald in artikel 16 van de CAO nr. 103 is echter het akkoord van de werkgever vereist in functie van objectieve criteria waarover werd onderhandeld met de vakbondsafvaardiging, de OR of het CBPW, daar waar deze bestaan.

Artikel 6.

De vermelde referentie-overeenkomst nr 103 is van toepassing voor alles wat niet wordt geregeld door deze overeenkomst voor de werknemers die een tijdskrediet genieten op basis van deze overeenkomst.

Artikel 7.

Deze arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur ; ze treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de ondertekening ervan.

Ze herroept en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 oktober 2002 betreffende het tijdskrediet, de vermindering van de loopbaan en de vermindering van de halftijdse prestaties in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis die werd ondertekend in de Nationale Arbeidsraad van 19 december 2001 zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 ter, ondertekend in de Nationale Arbeidsraad op 10 juli 2002 en geregistreerd onder het nummer 68729 (Belgisch Staatsblad, 21 februari 2005).

Ze kan door elke partij worden opgezegd mits een opzeggingsperiode van drie maanden die met een ter post aangetekend schrijven wordt betekend aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.